

traitement encore meilleur que celui qu'ils reçoivent déjà sur notre marché.

En donnant aux Américains le libre-échange pour plusieurs des produits américains, je présume qu'il aurait été nécessaire d'augmenter la préférence anglaise, c'est-à-dire réduire davantage notre tarif en faveur de certains produits de provenance britannique, ou de porter cette réduction à plus de trente trois et un tiers pour cent. Les fabricants de l'Ontario ne veulent pas que le privilège accordé à l'Angleterre soit augmenté. Les loyaux tories de Toronto s'évertuent pourtant à démontrer la nécessité qu'il y a de maintenir et sauvegarder le lien colonial, notre union à l'empire, la loyauté du peuple canadien envers la mère patrie; mais que le gouvernement porte le traitement de faveur accordé à l'Angleterre à 50 pour cent, et ce seront les tories de Toronto qui crieront le plus fortement contre cette générosité. Leur loyauté tant vantée se refroidirait et vous n'en entendriez même plus parler. Les fabricants ont cru que le traité de réciprocité conduirait à l'annexion et ils ont pensé qu'il valait mieux se liguier pour prévenir cette éventualité; qu'il valait mieux que tories et grits s'unissent pour empêcher cette législation de triompher; pour l'étouffer à sa naissance même avant qu'elle pût s'implanter en Canada. Si la réciprocité était en vigueur pendant une année seulement, je suis sûr que ses bienfaits seraient si patents qu'aucun gouvernement n'oserait songer à la révoquer. C'est sous l'influence de cette crainte que les fabricants canadiens se sont ligüés et qu'ils ont pu, avec l'assistance pécuniaire de leurs amis des Etats-Unis—adversaires, eux aussi, de la réciprocité—repousser celle-ci. Il y a eu aux Etats-Unis une très forte opposition au traité de réciprocité. Les fabricants, les syndicats ou trusts ont envoyé des délégations à Washington pour faire valoir leurs objections devant les membres du Congrès. Tous les efforts possibles ont été essayés pour faire rejeter le traité, mais tout cela sans succès. Naturellement, le dernier mot devait être donné par le Parlement du Canada, et l'influence des fabricants et des trusts des Etats-Unis, et celle des intérêts similaires en Canada, sont devenues un facteur puissant—tous ces intérêts réunis ayant des fonds en abondance à verser dans la caisse électorale.

Hon. M. CAMPBELL.

Le "Canadian Century Magazine" a pris une grande part dans la lutte. Ses articles de rédaction étaient reproduits par quatre cents journaux différents publiés en Canada, et appartenant aux deux partis politiques. Qui a payé pour cette littérature électorale? Un immense fonds a été prélevé pour défrayer les frais de la campagne électorale.

L'honorable M. CASGRAIN: Et il leur est resté \$60,000,000!

L'honorable M. CAMPBELL: J'ose le croire. La réciprocité avait contre elle le bloc solide des fabricants du Canada, et ce bloc était assisté par les manufacturiers des Etats-Unis, ainsi que, m'assure-t-on, par le parti unioniste d'Angleterre qui, maintenant, à titre de compensation, tourne les yeux vers le gouvernement actuel pour obtenir un tarif canadien favorisant les produits anglais plus qu'ils ne le sont actuellement. Obtiendra-t-il cette concession additionnelle? Ce parti propose aujourd'hui une réciprocité entre l'Angleterre et le Canada pour les produits fabriqués. J'aimerais que le gouvernement actuel essayât une politique de ce genre; mais je ne lui conseille pas de le faire. Le tarif, mis en vigueur en Canada depuis quelques années, me paraît être très-bon, et je ne crois pas qu'il serait à propos de le modifier. Ce tarif a élevé nos industries à un degré de prospérité qu'elles n'avaient jamais atteint auparavant. Jamais nos manufacturiers furent aussi prospères qu'ils l'ont été durant les quinze dernières années, et notre pays, en général, a, sous ce tarif, progressé, j'ose le dire, plus rapidement que jamais. Laissez donc notre tarif tel qu'il est. Mais les unionistes jubilent, se réjouissent du fait que la politique tendant à permettre l'exportation en franchise aux Etats-Unis de notre blé, de notre avoine et de notre orge, a été défaite par les suffrages publics. Mais nos fermiers n'ont besoin du marché des Etats-Unis que si ce marché leur est profitable. S'ils ont plus de bénéfice à réaliser en vendant leurs produits aux Etats-Unis, pourquoi les empêcherait-on de le faire? La tentative faite d'ouvrir à nos fermiers un nouveau marché d'écoulement, était certainement un coup de maître. La réci-